

**Débat national sur l'avenir de l'école du 06/12/2003,
9-12Heures, salle Copernic (Carvin)**

Animatrice : A.Desbiens (parent d'élève et enseignant-chercheur)

Rapporteurs : J.Lorthios, directrice d'école et P.Delval, maître spécialisé chargé des aides à dominante rééducative (RASED).

Questions/ thèmes traités :

12. Comment, en dehors de l'école favoriser la réussite scolaire des élèves ?

16. Les relations entre les membres de la communauté éducative (rôle des parents dans l'école, règles entre enseignants et élèves ?...)

21. Les métiers de l'école (spécificité ou non des enseignants en fonction des publics scolaires, faut-il renforcer le rôle des directeurs d'école, doit-on développer les différents métiers de l'éducation autres que l'enseignement ?...)

Les questions ont été traitées de manière transversale en élargissant la question 12. A l'issue du débat, chaque participant a remis par écrit ses 3 priorités pour l'école, écrit qui fait l'objet de l'analyse du débat pour la sélection des 3 priorités du rapport final.

Public : 61 personnes (4 parents d'élèves non enseignants, 3 membres du RASED dont le psychologue scolaire, un DDEN, presque tous les directeurs des écoles maternelles et élémentaires de Carvin, bon nombre d'enseignants de ces écoles...)

1. Etat des lieux

L'état des lieux proposé s'inspire de l'avis du Haut Conseil de l'Evaluation de l'Ecole du 9.10.2003, de la loi d'orientation sur l'éducation de 1989 et des outils du débat consultables sur le site « debatnational.education.fr ».

Il reprend les objectifs de la loi d'orientation sur l'éducation de 1989 ainsi que quelques éléments chiffrés pour répondre à ces objectifs. Les objectifs étaient notamment : de placer l'élève au centre des apprentissages (fonctionnement par cycles), de réduire les sorties du système scolaire sans diplôme (amener 100% de la population active au niveau minimum du CAP ou BEP et 80% au niveau du baccalauréat), de réduire les inégalités sociales par notamment la scolarisation des 2 ans, renforcer l'intégration des élèves présentant un handicap...

Le bilan fait état de grands progrès en matière de réduction du taux de sortie sans diplôme : on serait passé de 33% (en 1970) à 7% (en 2001) d'une classe d'âge, et en matière d'accès au niveau bac : de 34% en 1980 à 69% en 2001. Néanmoins, les objectifs n'ont pas été atteints complètement. Le Haut Conseil reconnaît un rôle incontestable à l'école maternelle dans l'amélioration du système éducatif français.

Cependant, le Haut Conseil propose de réfléchir encore :

- sur la maîtrise des apprentissages fondamentaux (encore 15% d'élèves en grande difficulté de compréhension de l'écrit), des actions pour le cycle 2
- l'évolution des métiers des enseignants, la scolarisation des 2 ans, etc.

2. Débat : quelles priorités pour l'école voulons-nous défendre dans les 15 prochaines années ?

Tout d'abord, relevons pour chacun des participants un réel besoin de s'exprimer car les trois heures ont été occupées sans temps mort ni relance. Les discussions portaient successivement :

-sur la réaction à l'état des lieux et le désir affirmé de séparer instruction et orientation professionnelle : « l'école n'est pas là pour fournir des prêts à employer mais pour former des citoyens capables de penser par eux-mêmes »

-sur « comment favoriser la réussite des élèves » :

Voici ci-après une liste de propositions inférées du traitement des 3 priorités écrites remises par chacun des participants au débat (à l'exception de l'animatrice et des rapporteurs) :

1°) propositions qui nécessitent de **légiférer** ...

- *sur le statut du directeur d'école* : les 13,16% de personnes pour qui ce sujet est prioritaire considèrent qu'il faut donner un statut au directeur d'école avec une décharge complète et un traitement en rapport. Il s'agit de permettre par là le travail administratif, les projets et le travail avec les partenaires.
- *sur les missions de l'école* : 21,05% des personnes pour qui c'est une priorité, il s'agit de mieux travailler les différentes missions de l'école, notamment les missions d'instruction, d'éducation, et d'orientation des élèves, en privilégiant la formation de citoyens libres de penser, d'agir et de s'orienter d'abord à partir de leurs propres aspirations et en connaissance de cause plutôt qu'en fonction de la seule conjoncture économique. On peut aussi resituer l'école dans la société.
- *sur le rôle des partenaires de la communauté éducative et les modalités de relation entre tous les partenaires de l'école* : c'est la priorité des priorités pour 73,68% des personnes. Il s'agit d'établir de relations quand elles n'existent pas, de connaître/ reconnaître le rôle et le travail des différents partenaires (parents, enseignants, enseignants spécialisés de CLIS, membres du RASED dont psychologue scolaire et enseignants spécialisés, orthophonistes, CMP, CAMPS, médecins et infirmiers scolaires, assistants sociaux...), d'établir plus de communication et de coordination entre eux pour un meilleur suivi des élèves, travailler à une culture commune. Cela s'accompagne évidemment d'un renforcement des partenaires (notamment RASED, CMP...). Chacun convient que l'élève réussira d'autant mieux que tous les partenaires portent sur la scolarité de l'enfant élève des regards convergents et que les relations entre partenaires s'établissent sur la base de la bienveillance, du respect et de la confiance réciproque.
- *sur la défense du caractère protecteur et spécifique de l'école maternelle* : 28,95% des personnes ont indiqué ce point comme une des trois priorités à défendre ; il s'agit d'une part de maintenir l'accueil dès 2 ans à l'école maternelle par des enseignants, avec le désir d'effectifs plus petits, une formation plus focalisée sur ce public scolaire ; d'autre part, l'ensemble des personnes présentes semble approuver l'idée de conserver la spécificité du caractère maternel à l'école maternelle. « donnons aux enfants l'envie de venir à l'école ».
- *le renforcement de la formation, et en particulier de l'enseignement de la psychologie dans la formation initiale et continue des enseignants* : Cela concerne 20,25% des priorités exprimées par écrit. L'importance de l'enseignement de la psychologie est soulignée tant en formation initiale que continue, notamment pour aborder la gestion de l'hétérogénéité des élèves, le développement des connaissances... Cet enseignement apparaît encore plus indispensable en AIS.

2°) qui nécessitent des **moyens humains** (cela concerne 57,90% des priorités exprimées)

- maintenir et développer l'aide des intervenants « extérieurs » et partenaires spécialistes dans l'école : il s'agit de consolider et de développer les aides du RASED, du CMP, des médecins et infirmières scolaires, des CAMSP, du CMP et des assistants sociaux.
- augmenter le nombre d'enseignants (diminuer le nombre d'élèves par classe) et remplacer les enseignants absents
- augmenter le nombre d'ATSEM dans les écoles maternelles et d'assistants d'éducation dans les écoles élémentaires

3°) qui nécessitent des **moyens financiers et matériels** (42,11% des priorités exprimées):

- augmenter les budgets de fonctionnement des écoles pour les dispenser de mener des actions supplémentaires débordant du temps scolaire
- construire des salles de sport et équiper toutes les écoles en matériel informatique
- augmenter les salaires des enseignants

- orienter les élèves plus en fonction de leur désir personnel qu'en les incitant systématiquement à passer un baccalauréat et à poursuivre ses études (partir de l'élève plus que du système économique)
- 4°) qui nécessitent de réfléchir à la *place de l'élève enfant au cœur des apprentissages* (18,42% des priorités exprimées)
- alléger les évaluations et les programmes d'enseignement pour le bien être de l'élève
 - laisser du temps pour l'épanouissement personnel de l'enfant et l'instauration de relations enfant/ enseignant

Conclusion :

Les trois priorités dégagées sont

1. plus de lisibilité et de coordination convergente entre les partenaires de la communauté éducative (notamment entre parents et enseignants, peut-être grâce à un statut du directeur d'école)
2. renforcer et coordonner les aides des partenaires spécialistes pour un meilleur suivi des élèves : RASED, CMP, CAMSP, PMI, orthophonistes, assistants sociaux
3. plus de moyens financiers et matériels, affectés en priorité aux élèves en difficulté